



Les vraies raisons pour lesquelles Trump quitte l'UNESCO

Par [Jonathan Cook](#)

Mondialisation.ca, 18 octobre 2017

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

À première vue, la décision prise la semaine dernière par l'administration Trump, immédiatement suivie par Israël, de démissionner de l'agence culturelle des Nations Unies semble étrange. Pourquoi pénaliser un organisme qui promeut l'eau potable, l'alphabétisation, la préservation du patrimoine et les droits des femmes?

L'affirmation de Washington selon laquelle l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) aurait une attitude biaisée contre Israël occulte les véritables crimes que l'agence a commis aux yeux des États-Unis.

L'autodétermination des Palestiniens

La première est qu'en 2011, l'UNESCO était devenue la première agence des Nations Unies à accepter la Palestine en tant que membre. Cela a placé les Palestiniens sur la voie de l'amélioration de leur statut à l'Assemblée générale un an plus tard.

Il convient de rappeler qu'en 1993, alors qu'Israël et les Palestiniens avaient signé les accords d'Oslo sur la pelouse de la Maison Blanche, les observateurs du monde entier supposaient que l'objectif était de créer un Etat palestinien.

Mais il semble que la plupart des politiciens américains n'aient jamais reçu ce document. Sous la pression des puissants lobbies israéliens, le Congrès des États-Unis a rapidement adopté des lois pour prévenir un processus de paix. Ces lois obligent les États-Unis à annuler le financement de tout organisme de l'ONU qui accepte les Palestiniens.

Six ans plus tard, les États-Unis ont un arriéré de 550 millions de dollars et sont sans droit de vote à l'UNESCO. Leur départ n'était guère plus qu'une formalité.

La préservation du patrimoine palestinien

Le deuxième crime de l'agence concerne son rôle de sélection des sites du patrimoine mondial. Ce pouvoir s'est avéré plus qu'irritant pour Israël et pour les États-Unis.

Les territoires occupés, supposés être le lieu d'un futur Etat palestinien, regorgent de tels sites. Les reliques hellénistiques, romaines, juives, chrétiennes et musulmanes promettent non seulement des revenus économiques grâce au tourisme, mais aussi la possibilité de contrôler le récit historique.

Les archéologues israéliens, en fait la branche scientifique de l'occupation, sont principalement intéressés par la mise au jour, la préservation et la mise en valeur des

couches juives du passé de la Terre Sainte. La mise en évidence de ces liens a ensuite été utilisée pour justifier l'expulsion des Palestiniens et la construction de colonies juives.

L'UNESCO, par contre, valorise tout le patrimoine de la région et vise à protéger les droits des Palestiniens vivants, et pas seulement les ruines de civilisations mortes depuis longtemps.

Nulle part, la différence d'agendas n'a été plus flagrante qu'à Hébron occupé, où des dizaines de milliers de Palestiniens vivent sous la botte de quelques centaines de colons juifs et des soldats qui veillent sur eux. En juillet, l'UNESCO a exaspéré Israël et les États-Unis en inscrivant Hébron comme l'un des rares sites du patrimoine mondial «en danger». Israël a qualifié la résolution » d'histoire fausse « .

Combattre le « mémoricide »

Le troisième crime est la priorité que l'UNESCO accorde aux Palestiniens les noms des sites du patrimoine sous occupation.

Beaucoup de choses dépendent de la façon dont les sites sont identifiés, et Israël en est conscient. Les noms influencent la mémoire collective, donnant sens et signification aux lieux.

L'historien israélien Ilan Pappé a inventé le terme de «mémoricide» pour désigner l'éradication par Israël de la plupart des traces du passé des Palestiniens après les avoir dépossédés des quatre cinquièmes de leur patrie en 1948 - ce que les Palestiniens appellent leur *Nakba* ou Catastrophe.

Israël a fait plus que raser 500 villes et villages palestiniens. À leur place, il a planté de nouvelles communautés juives avec des noms hébraïsés destinés à usurper les anciens noms arabes. Saffuriya est devenu Tzipori; Hittin a été supplanté par Hittim; Muyjadil a été transformé en Migdal.

Un processus similaire de ce qu'Israël appelle la «judaïsation» est en cours dans les territoires occupés. Les colons de Beitar Illit menacent les Palestiniens de Battir. Non loin de là, les Palestiniens de Sussiya ont été délogés par une colonie juive du même nom.

Les enjeux sont encore plus élevés à Jérusalem. La vaste place du Mur occidental située sous la mosquée Al Aqsa a été créée en 1967 après l'expulsion de plus de 1000 Palestiniens et la démolition de leur quartier. Des millions de visiteurs passent chaque année sur la place, et n'ont pas conscience de cet acte de purification ethnique.

Les colons, aidés par l'Etat israélien, continuent à encercler les sites chrétiens et musulmans dans l'espoir de s'en emparer.

C'est dans ce contexte que les récents rapports de l'UNESCO soulignent les menaces qui pèsent sur la Vieille Ville de Jérusalem, notamment le déni d'Israël du droit de culte à Al-Aqsa pour la plupart des Palestiniens.

Israël a fait pression pour que Jérusalem soit retirée de la liste des sites du patrimoine en voie de disparition. Avec les États-Unis, il a réagi avec indignation, reprochant à l'UNESCO de ne pas donner la priorité aux noms hébreux utilisés par les autorités d'occupation.

Défendre le droit international

La responsabilité de l'UNESCO, cependant, n'est pas de sauvegarder l'occupation ni de soutenir les efforts d'Israël en matière de judaïsation. Il est là pour faire respecter le droit international et empêcher Israël de faire disparaître les Palestiniens.

La décision de Trump de quitter l'UNESCO est loin d'être la sienne. Ses prédécesseurs se disputent avec l'agence depuis les années 1970, souvent à cause de son refus de céder à la pression israélienne.

Aujourd'hui, Washington a une raison supplémentaire pressante de punir l'UNESCO pour avoir permis à la Palestine de devenir membre. Il doit faire un exemple avec l'organisme culturel pour dissuader d'autres organismes de suivre.

L'indignation affectée de Trump contre l'UNESCO et le fait d'ignorer ses programmes mondiaux vitaux rappellent que les États-Unis ne sont pas un «intermédiaire honnête» pour la paix au Moyen-Orient. C'est plutôt le plus grand obstacle à sa réalisation.

Jonathan Cook

Article original en anglais :



[The Real Reasons Trump Is Quitting Unesco](#), publié le 16 octobre 2016

Traduction : [Avic](#) - [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [Mondialisation.ca](#)
Copyright © [Jonathan Cook](#), [Mondialisation.ca](#), 2017

Articles Par : [Jonathan Cook](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez

demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca